



HAL
open science

Introduction - Qualité et systèmes agraires : Techniques, lieux, acteurs

Christine C. de Sainte Marie, Egizio Valceschini

► To cite this version:

Christine C. de Sainte Marie, Egizio Valceschini. Introduction - Qualité et systèmes agraires : Techniques, lieux, acteurs. Qualité et systèmes agraires : Techniques, lieux, acteurs, 28, INRA, 380 p., 1994, Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, 2-7380-0550-0. hal-02848564

HAL Id: hal-02848564

<https://hal.inrae.fr/hal-02848564>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Christine de SAINTE-MARIE, Egidio VALCESCHINI

L'ensemble des textes présentés dans ce chapitre se réfère à des situations de crise et de mutation, de tension et d'incertitude. Ils montrent que la notion de qualité permet d'aborder de manière pertinente ces situations, et ainsi d'ouvrir des voies pour améliorer leur compréhension, reconstruire une cohérence et, finalement, accroître les capacités d'action des acteurs économiques et sociaux. Au-delà de cette première caractéristique commune, une grande unité se révèle entre les différentes contributions, tant dans les démarches de recherche adoptées que dans les concepts mobilisés. Les articles rassemblés ici cependant, ne montrent pas uniquement des points communs et des convergences. Une distinction assez nette s'établit entre, d'une part, ceux qui appréhendent les processus de qualification à travers un jeu d'acteurs individuels et d'autre part, ceux qui se placent d'emblée sur le plan de l'action collective et de sa dynamique.

1. Démarches et concepts : continuité et renouvellement

Tous les auteurs développent une approche téléologique de la qualité. La qualité n'existe pas dans l'absolu, elle n'est pas assimilable simplement aux propriétés intrinsèques d'un objet et réductible à une batterie de critères technologiques. Elle se définit et s'élabore en fonction d'une stratégie ou d'un projet, qui met en jeu un ou plusieurs acteurs. Pour être à même d'appréhender ces stratégies ou ces projets, les chercheurs s'impliquent d'une manière ou d'une autre, dans le processus de construction ou de recomposition de nouvelles

cohérences au sein des filières qu'ils étudient ou dans l'élaboration de nouveaux instruments pour l'action des agents avec lesquels ils collaborent. Le chercheur est alors un partenaire qui, à des degrés divers, participe à la conception, voire à la négociation des changements organisationnels ou techniques. Cette implication est particulièrement prononcée dans la démarche de Vallerand et al. ; leur article montre le rôle d'intermédiation qu'a joué la recherche dans la modification d'un système de qualification d'animaux reproducteurs. Pour Chia et Raulet le champ scientifique est un "champ social" parmi d'autres qui interagissent dans la négociation autour de la qualité de l'eau minérale de Vittel.

Par ailleurs, les auteurs dans ce chapitre reconnaissent explicitement l'intérêt d'appréhender dans la dynamique des processus historiques la façon dont s'est dégagée la définition de la qualité du produit étudié. Ils cherchent donc à marquer les origines et les différentes phases de l'évolution de cette qualité. Rouquette indique par exemple comment la prise en compte d'un objectif de développement local (celui de l'Aubrac) a induit la prise en charge par les acteurs de plusieurs produits pour lesquels le consensus social sur la définition de leur qualité s'est transformé tout au long de la seconde moitié du vingtième siècle. De même, c'est bien l'analyse de la transformation du contexte économique dans lequel le Brocciu corse est commercialisé qui éclaire l'évolution des stratégies des acteurs concernant la qualification de ce produit.

Un autre élément commun qui doit être relevé concerne l'importance accordée aux acteurs économiques et sociaux approchés dans leur contexte, géographiquement situé. Morlon se penche sur le discours du

paysan andin, et c'est à travers la connaissance des conditions locales de production et de consommation qu'il peut donner une cohérence à ce discours et l'interpréter. Valceschini et Heintz, avec des méthodes qui leur sont propres, analysent des agents économiques bien spécifiés dont ils précisent les stratégies singulières, ces études de cas permettant ensuite de tirer des enseignements généraux sur un plan théorique.

Implication des chercheurs dans l'action, approche historique et spatiale des problèmes, étude des pratiques et des logiques d'acteurs : on retrouve ici des principes fondateurs du département SAD. De ce point de vue, ces travaux sur la qualité s'inscrivent bien dans le prolongement des recherches antérieures réalisées au SAD. En revanche, ils traitent de questions qui avaient été encore peu abordées, et cela avec des concepts inédits. Il serait alors hasardeux de considérer les démarches adoptées comme une simple extension à des objets nouveaux des approches systémiques classiquement développées au SAD.

En premier lieu, chacune des recherches est centrée sur un produit, qui constitue le point de départ de l'analyse des "jeux" et des enjeux entre acteurs intervenant dans le processus de qualification. Certes, ces produits montrent une grande diversité puisqu'à travers les textes présentés nous "voyageons" du Brocciu corse au blé en passant par le lait destiné à la fabrication du fromage de Beaufort, ou encore par les pommes de terre produites dans les Andes, pour n'en citer que quelques-uns. A première vue la disparité semble d'autant plus importante que sont concernés tantôt des produits à fort degré de singularité, tantôt des produits à caractère générique. En fait, l'ensemble des textes appréhende le produit analysé dans ce qu'il a de spécifique. Ils s'intéressent aux facteurs techniques, économiques et sociaux qui lui confèrent sa spécificité, qu'elle soit déterminée du côté de l'offre notamment par les savoir-faire des producteurs et les conditions locales de production comme dans le cas du Brocciu ou des fromages de Beaufort et d'Aubrac, ou du côté de la demande par des industriels, voire des consommateurs, qui contribuent à segmenter un marché jusqu'alors qualifié

"de masse", comme dans le cas du blé en France ou dans les Andes. Traiter de chaque produit comme un bien spécifié conduit à mettre l'accent sur ce qui le distingue, non seulement en termes scientifiques et techniques, mais plus largement en précisant les dispositifs relationnels et organisationnels qui soutiennent socialement sa particularité.

Enfin, et c'est un point essentiel dans toutes les contributions à ce chapitre, la logique de comportement et l'activité des acteurs considérés sont systématiquement replacés dans le jeu de leurs relations, de leurs interactions et de leurs confrontations. Il n'est pas étonnant dès lors que le concept de convention devienne un référent largement partagé, qui se substitue de fait à la notion de filière, habituellement utilisée dans les approches par le produit. Dans les analyses en terme de filière, le produit apparaît comme un objet bien déterminé et clairement identifié par tous les acteurs. Or dans les textes réunis ici est souligné le caractère incertain et conflictuel de la définition et de l'identification des produits.

Les analyses de filière privilégient souvent une conception mécaniste et fonctionnelle de la coordination, qui serait principalement soumise aux contraintes et aux enchaînements techniques entre les différents stades d'élaboration du produit. La filière entendue comme un "mésosystème" permet d'introduire la stratégie et l'organisation des acteurs dans toutes leurs dimensions économiques, mais elle reste insuffisante pour caractériser la nature des dispositifs de coordination sur lesquels reposent leur coopération et leur concurrence. Ce sont justement ces instruments et ces procédures de coordination, générés et manipulés par les acteurs, qui focalisent l'attention des auteurs réunis dans ce chapitre. L'intérêt des concepts de "l'économie des conventions" est de rendre possible le traitement au sein d'un même cadre théorique, d'"êtres" très divers : des personnes, des objets techniques, des règlements, etc. Elle permet de mettre sur un même plan d'analyse des objets classés usuellement dans le champ de la technique (des silos, un mode de transformation du lait,...) et des objets rejetés habituellement dans le champ du juridique, de l'économique ou du social

(une appellation contrôlée, un contrat de production, une relation personnelle,...). L'analyse en termes de convention et de formes de coordination met l'accent sur la construction d'une cohérence entre les diverses ressources mobilisées et la rationalité (au sens de "justification de l'action" et non de projet "optimisateur") qui anime les acteurs.

2. Acteurs individuels et action collective

Un premier ensemble d'articles appréhende la qualité comme un principe d'organisation de l'entreprise agro-alimentaire, aussi bien son organisation interne, que dans ses rapports avec son environnement (fournisseurs, clients, contraintes réglementaires...). Le problème analysé est celui de la gestion de l'incertitude sur la qualité : désajustement entre qualités produites et qualités demandées, décalage entre qualités offertes et qualités perçues par l'utilisateur final ou intermédiaire.

Interface entre producteurs de matières premières et utilisateurs, l'entreprise agro-alimentaire (industrielle ou artisanale) apparaît dans le contexte actuel comme un des lieux privilégié de spécification de la qualité. La crise de la politique agricole et, également, de nouvelles stratégies concurrentielles, remettent en cause en effet les anciens dispositifs de gestion centralisée de la qualité. Les impératifs d'efficacité commerciale et de compétitivité se surperposent, voire prennent le relais, du seul objectif de productivité. La question "vendre quoi, à qui, comment?", préside aujourd'hui à l'élaboration des procédures d'identification et de contrôle des produits, de manière à pouvoir produire en fonction des demandes diversifiées d'une clientèle préalablement identifiée.

Ces opérations de qualification peuvent relever de justifications très différentes et s'appuyer sur des dispositifs divers. Grâce à une méthodologie originale, Heintz construit ainsi plusieurs "modèles d'entreprises", à partir de l'idée que les entre-

prises de collecte et stockage des céréales sont des organisations intermédiaires où s'élabore un compromis entre plusieurs formes de coordination. L'étude de cas de Valceschini est complémentaire à ce travail de modélisation, elle met en évidence les tensions qui se font jour lors du passage d'une stratégie à une autre et de l'apprentissage d'un nouveau mode d'organisation. Ces deux contributions posent le problème, sans cependant le résoudre véritablement, de la combinaison de formes de coordination qui sur un plan théorique, s'excluent mutuellement. Elles ont aussi en commun de contester la distinction simple entre produits de "qualité spécifique" et "produits génériques". La fragmentation de plus en plus accentuée des marchés et la multiplication des signes de reconnaissance et de construction de la qualité renforcent considérablement le caractère spécifique de tous les produits.

Le texte de Dubeuf et al. présente un programme de recherche qui s'attache à identifier la procédure de qualification la plus satisfaisante pour gérer la production d'une filière fromagère régionale. L'assurance-qualité semble a priori le dispositif le plus adéquat pour lever l'incertitude sur la qualité bactériologique des laits et satisfaire ainsi aux nouvelles normes réglementaires applicables à tous les produits à base de lait cru. Le texte pose la question du domaine de validité d'un tel outil de gestion conçu pour l'univers industriel. En particulier, la certification de l'exploitation agricole, qui doit garantir les pratiques de l'éleveur, est-elle compatible avec l'organisation d'une filière artisanale, axée sur la valorisation de produits de terroir et de tradition?

Ce type de problème ne devrait pas manquer d'interpeller le programme "Agriconfiance" de la Confédération Française de la Coopération Agricole, dont M. Gaye est le promoteur. L'objectif de cette action en effet, est d'insérer l'assurance-qualité dans le système de relations mutualistes des coopératives avec leurs adhérents.

Dans tous les cas apparaît le terme de "partenariat", référé à la question du pilotage d'un bassin d'approvisionnement par une entreprise en fonction de ses contraintes propres. Quelles que soient les

voies explorées pour mettre en oeuvre ce "pilotage par l'aval" (flexibilité, assurance-qualité,...), les dispositifs d'adaptation des qualités produites aux qualités demandées impliquent nécessairement l'élaboration de nouveaux types de relation avec les agriculteurs. Comme le souligne Heintz, ces évolutions revêtent un enjeu considérable pour les agriculteurs. La gestion différenciée des apports pourrait conduire à un traitement différentiel des apporteurs : aggravation de la situation des exploitations les plus "disqualifiées" ; sélection des exploitations "de l'avenir" par les entreprises de collecte et de transformation, voire changement de localisation des approvisionnements.

Les deux courts textes de Morlon et al. apportent dans ce chapitre un contrepoint original. Ils montrent que le souci de la qualité n'est pas réservé aux sociétés d'abondance et aux économies industrielles. Les consommateurs andins sont aussi des consommateurs avertis, mais ils ne disposent pas des moyens de faire reconnaître les liens entre leurs pratiques culturelles et leurs pratiques culinaires. Les auteurs s'interrogent sur les conditions d'un recouplage entre systèmes agraires andins et consommation alimentaire des ruraux. De leur point de vue, la "sécurité alimentaire" ne saurait être réduite à un problème de développement agricole : c'est une cohérence de filière qui est à constituer pour être à même de faire face à la concurrence des importations et permettre le maintien d'une agriculture locale.

Un deuxième ensemble de textes considère l'élaboration de la qualité comme inscrite dans une dynamique de l'action collective qui dépasse tout en les intégrant, les interactions entre individualités. Les acteurs ne sont pas uniquement les agents économiques individuels agissant pour leur propre compte. Ce sont aussi des agents qui expriment un intérêt collectif, dont ils sont le porte-parole par délégation. Cette approche polycentrique en terme de coopération, met l'accent sur la cohésion entre acteurs au sein de systèmes agraires locaux. La qualité est appréhendée comme un principe d'intégration des intérêts des acteurs, qui accroît la capacité du groupe à élargir l'horizon des possibles en bâtissant un

"sort commun". Les stratégies de qualité sont référées au développement vu comme un processus de solidarisation et d'auto-organisation autour d'un projet partagé ou d'un bien indivis. Si cette dynamique de l'action collective obéit à des exigences d'efficacité (viabilité et reproductibilité des systèmes productifs), la rationalité économique n'est pas autonome des autres finalités de l'action.

Les contributions des chercheurs corses mettent ainsi l'accent sur la mobilisation de la ressource identitaire dans la mise en dynamique d'un système régional d'élevage, à travers la protection et la reconnaissance de biens à fort contenu patrimonial : l'organisation d'une inter-profession autour de la certification d'un fromage de terroir (Prost et al.) ou d'un processus de re-qualification d'une race locale (Vallerand et al.). La notion de partenariat dans ces textes renvoie à la négociation des changements (organisationnels et techniques) entre les parties prenantes, qui ouvre la voie à l'accord, voire à l'émergence d'un intérêt supérieur commun.

Il faut souligner l'intérêt tout particulier de l'article de Vallerand et al.. Il utilise les concepts de convention économique et de forme de coordination pour l'analyse d'un objet de recherche assez éloigné de ceux auxquels leur usage est habituellement cantonné : la mise en place d'un schéma de sélection d'une race locale de brebis, considéré comme un changement de système de qualification porteur d'une incertitude radicale pour les éleveurs.

La contribution de Chia et Raulet présente les étapes à travers lesquelles une société concessionnaire d'une source d'eau minérale, dont la réputation est associée au nom d'une localité (Vittel), est conduite à négocier un changement de pratiques avec les agriculteurs du périmètre hydraulique. La qualité de l'eau est définie de manière unilatérale par l'industriel, mais l'eau est "co-produite". Le concept de "co-production" est utilisé pour rendre compte de ce processus de reconnaissance mutuelle des intérêts des acteurs en présence, bien qu'en pratique, le cadre qui définit leurs relations oscille encore entre une contractualisation simple

(accord sur un cahier des charges) et une voie "partenariale" où l'engagement mutuel serait plus fort.

En définitive, au-delà des différences de terrains et de méthodologies, l'ensemble

des contributions montre de manière convaincante que traiter de la qualité des produits comme une "construction sociale" est une voie certes déjà fructueuse, mais encore en friche.